

Communiqué de presse

Toulouse, le 1er avril 2016

Colloque national

**Les élus du Grand Sud répondent présents
et explorent de nouvelles pistes pour financer
les grands projets d'infrastructures du Sud-Ouest européen**



*Le jeudi 31 mars 2016 de 9h à 13h, s'est tenu le colloque national organisé par Eurosud Transport sur le thème « **Innover pour financer les grandes infrastructures du Sud-Ouest Européen** ».*

*Introduit par **Pascal Mailhos**, Préfet de la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et par **Jean-Louis Chauzy**, Président du Conseil Economique et Social Environnemental Régional Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et d'Eurosud Transport, il a réuni de nombreuses personnalités du monde politique et économique parmi lesquelles **Carole Delga**, **Jean-Luc Moudenc**, **Philippe Saurel**, **Michel Duchène**, **Renaud Lagrave** et **Georges Méric**, mais aussi **Philippe Duron**, Président de l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France, **Bernard Cathelain**, Membre du Directoire de la Société du Grand Paris, **Stéphane Viallon**, Directeur du Bureau de Paris de la Banque Européenne d'Investissement, **Gabrielle Gauthey**, Directrice des Investissement de la Caisse des Dépôts, **Christophe Pelissé du Rausas**, Président de l'Association Française des Gestionnaires d'Infrastructures Ferroviaires Indépendants et **Bruno Cavagné**, Président de la Fédération Nationale des Travaux Publics.*

Contact presse :

GIESBERT & Associés – Anna Khlopkova – 06 88 94 44 42 – a.khlopkova@giesbert-associes.com

*L'objectif de cette rencontre était de dégager des propositions concrètes et applicables pour le financement des grandes infrastructures du Sud-Ouest européen qui demeure aujourd'hui sous équipé. Tous les intervenants présents élus ou professionnels du financement ont affiché leur **détermination** et leur **confiance** pour trouver des solutions nouvelles et redonner des perspectives aux différents projets indispensables pour répondre aux enjeux de démographie et de mobilité durable du Sud-Ouest européen. Comme l'a rappelé **Carole Delga**, la présidente de la Région LRMP : « Notre région est la plus attractive de France, chaque année 50 000 habitants s'ajoutent sur notre territoire ».*

*Ils ont, en outre, réaffirmé leur **union** afin de déclencher des décisions favorables à l'interconnexion des métropoles du Sud-Ouest européen. Parmi les projets qui ont été abordés lors des débats figuraient la LGV Bordeaux-Toulouse / Bordeaux-Dax, la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan, la ligne de métro Toulouse Aerospace Express, le grand projet urbain Toulouse EuroSudOuest, les autoroutes E9 Toulouse-Puigcerdà-Barcelone, Toulouse-Castres...*

*Ce colloque a rassemblé **300 participants** représentatifs des entreprises du secteur, des fédérations, des collectivités, des chambres de commerce ainsi que des élus et des maîtres d'ouvrages de tout le grand sud et au-delà.*

Jean-Louis Chauzy, Président du Conseil Economique et Social Environnemental Régional Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et d'Eurosud Transport, organisateur de cette manifestation a ouvert ce colloque aux côtés du préfet de la Région LRMP, **Pascal Mailhos**.

*« Nous avons la ténacité, les convictions et le souci d'avancer ensemble, avec l'Etat et l'Europe pour l'avenir et l'intérêt général de cet espace qu'est le Grand Sud-Ouest Européen. **A présent c'est à notre tour de bénéficier des investissements** qui sont nécessaires à l'attractivité, à la mobilité durable et la mise en réseau des métropoles, des villes et des bassins d'emploi irrigués, dans une dimension interrégionale et européenne. Aujourd'hui, hors Ile-de-France c'est notre espace géographique qui a les gains les plus importants de populations et de créations de richesses mais c'est aussi l'espace qui a le plus de retard ! » a déclaré **Jean-Louis Chauzy**.*

Tous les élus présents se sont accordés sur le fait que ni Bordeaux, ni Toulouse, ni Montpellier n'ont vocation à être des terminus et qu'elles retireraient un grand bénéfice à être reliées plus efficacement entre elles pour conforter les écosystèmes de l'innovation et de la croissance qu'elles ont généré. Toulouse, Bordeaux et Montpellier figurent, en effet, parmi les villes les plus attractives de France et bénéficient d'une croissance démographique exceptionnelle qui profite également aux villes moyennes et aux territoires adjacents.

Comme l'ont confirmé **Michel Duchène** pour Bordeaux avec le projet Euratlantique et **Jean-Luc Moudenc** pour Toulouse avec Toulouse Eurosudouest, dont la consultation publique a démarré le 29 mars, les projets de LGV génèrent également des requalifications urbaines très importantes porteuses de dynamisme économique pour les métropoles. **Michel Duchène** a notamment réaffirmé « *le soutien indéfectible* » **d'Alain Juppé** pour le GPSO, qu'il avait lui-même souhaité exprimer dans une lettre distribuée aux participants.

Les élus présents ont affiché leur détermination pour déclencher rapidement les décisions favorables à l'interconnexion des métropoles du Sud-Ouest européen avec pour priorité : la déclaration d'Utilité Publique de la LGV Bordeaux-Toulouse/Bordeaux-Dax (dont la date butoir est le 8 juin 2016) et le

Contact presse :

GIESBERT & Associés – Anna Khlopkova – 06 88 94 44 42 – a.khlopkova@giesbert-associes.com

lancement de l'enquête publique de la ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan dès 2016, deux étapes majeures qui devront être franchies sans retard.

« Le Sud-Ouest européen avec les 4 autonomies espagnoles voisines c'est 23 millions d'habitants pour 8 500 000 emplois. L'Île-de-France c'est 12 millions d'habitants, 5 millions d'emplois. Et pourtant, ce grand territoire est toujours sous équipé en infrastructures de transport de qualité qui sont essentielles au bon développement des activités économiques mais aussi à la qualité de vie. Il n'y a pas de croissance durable pour les territoires sans infrastructures de transport modernes », a ajouté Jean-Louis Chauzy.

Renaud Lagrave a rappelé pour la Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes les enjeux en termes d'emploi, constatés sur le chantier de la LGV Tours-Bordeaux, y compris les clauses d'insertion et le rôle de la collectivité pour soutenir et orienter les entreprises afin qu'elles bénéficient pleinement du chantier. Il a appelé à des décisions claires et rapides pour le GPSO : *« Aujourd'hui c'est notre tour, il faut que l'Etat entende ça, tout le monde a été servi, maintenant c'est le tour du sud-ouest ! ».*

Bruno Cavagné, Président de la Fédération Nationale des Travaux Publics a également rappelé les enjeux pour l'emploi de ces chantiers, grands pourvoyeurs d'emploi, de formation et créateurs de richesse pour les territoires et le pays tout entier : *« 10 000 personnes travailleront pendant 4 ans à la construction de la LGV Bordeaux-Toulouse, et c'est vital pour nos entreprises et toute la profession du BTP qui souffre énormément et ce depuis plusieurs années ».*

Ce colloque a démontré que les besoins d'équipements et de financement sont très importants et qu'il y a eu de nombreux changements depuis les premiers financements d'infrastructures ferroviaires réalisés en partenariat public privé (contrats de partenariat ou concessions).

Il a mis en lumière l'importance de revisiter les moyens à engager. Pour la partie financière, les outils mis en place et dont disposent la BEI et la CDC démontrent que l'argent ne manque pas à condition que l'ingénierie du projet soit parfaitement maîtrisée et sanctuarisée, qu'il soit fortement soutenu politiquement et en particulier par l'Etat, comme cela est le cas pour la **Société du Grand Paris**.

Bernard Cathelain, Membre du Directoire de la Société du Grand Paris en a présenté le montage innovant **dont l'exemple est tout à fait transposable à une métropole comme Toulouse ou Bordeaux** et mérite d'être envisagé dès à présent. Une société ad hoc assure la conception et la construction des infrastructures (lignes de métro, raccordements, gares, etc ...), dotée de recettes fiscales affectées, de concours publics, de redevances et de recettes complémentaires liées à la mise en service du projet (publicités, commerces, etc ...) qui lui permettent de rembourser un emprunt de très long terme (50 ans ou plus). Ce montage innovant va permettre d'investir 34 milliards d'Euros dont 25 milliards pour le métro du Grand Paris Express.

Parmi les idées forces du colloque on peut retenir que :

1/ Les collectivités de Midi-Pyrénées qui ont vu leurs ressources baisser de façon conséquentes **ne pourront pas financer la LGV Bordeaux-Toulouse sur les bases qui avaient été envisagées en 2008**. « Le monde a changé » a déclaré **Georges Méric**, Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne, faisant allusion à la baisse des dotations, aux lois Notre et MAPTAM qui ont profondément modifié les compétences et les moyens d'intervention des départements.

2/ Des montages aussi complexes que la concession de la LGV SEA avec 57 collectivités sollicitées ne sont plus d'actualité. A minima, ils devront être envisagés avec un **cercle de financeurs beaucoup plus resserré**.

Contact presse :

GIESBERT & Associés – Anna Khlopkova – 06 88 94 44 42 – a.khlopkova@giesbert-associes.com

3/ Il faut allonger la durée des emprunts pour qu'ils soient en adéquation avec la durée de vie de l'infrastructure. C'est ce qui a été fait pour financer le métro parisien et c'est ce que fait la CDC pour le Grand Paris avec une durée de prêt de 50 ans qui pourrait encore être allongée. « Il faut raisonner sur un siècle et étendre le système de prêt car ces infrastructures dureront plusieurs générations » a proposé dans un message vidéo **Alain Rousset**, le président de la Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes.

4/ D'autres ressources pourraient être trouvées. **Philippe Duron**, Président de l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF) l'a expliqué : 2 centimes prélevés sur le gazole ont rapporté en 2015 à l'AFITF plus d'un milliard d'Euros et « sans douleur » grâce à la baisse du prix des hydrocarbures. Si l'on décidait de passer à 3 ou 4 centimes, cela augmenterait d'autant les capacités d'investissement de l'AFITF. C'est la question de la fiscalité écologique, à laquelle **Alain Rousset** et **Carole Delga** sont favorables.

Les régions travaillent à la création d'une taxe sur les poids lourds en transit international, particulièrement pertinente dans le grand sud qui voit passer 20 000 poids lourds chaque jour au droit des Pyrénées. Cela implique une modification de la loi en France mais la présidente de la Région LRMP s'est déclarée prête à intervenir dans ce sens.

5/ Il faut utiliser à plein les nouveaux instruments financiers de l'Europe, de la France, mais aussi des investisseurs privés et des fonds souverains afin que les différents projets voient le jour le plus rapidement possible.

La présidente **Carole Delga** a annoncé une rencontre avec le Chef de l'Etat sous 10 jours pour demander la réunion du comité des financeurs de la LGV Bordeaux-Toulouse ainsi qu'un déplacement à Bruxelles fin avril pour travailler avec la BEI et la Commission européenne sur les financements européens.

Jean-Louis Chauzy a déclaré en conclusion : « *Il faut respecter les engagements pris sur le GPSO Bordeaux-Toulouse / Bordeaux-Dax et également intégrer la poursuite de la LGV entre Montpellier et Perpignan puis la liaison Toulouse-Narbonne pour assurer la continuité de l'axe atlantique- méditerranée et assurer les interconnexions européennes vers l'Espagne. **Malgré les difficultés, il faut rester unis et ne rien s'interdire en matière d'inventivité pour faire aboutir ces projets** ».*

À propos d'Eurosud Transport :

Se positionnant comme un centre de ressources et d'actions, Eurosud Transport est une Association loi 1901 créée en 1992. Comme un « agitateur d'avenir », **Eurosud Transport** met en œuvre des actions en faveur des grands projets de transport, en particulier ferroviaires, intéressant le Sud-Ouest européen, ses métropoles Toulouse, Bordeaux et Montpellier, ses villes moyennes. Eurosud Transport, positionnée au cœur du lobbying franco-espagnol appuie ses missions et son expertise sur l'animation d'un réseau européen et national de coopérations.

Contact presse :

GIESBERT & Associés – Anna Khlopkova – 06 88 94 44 42 – a.khlopkova@giesbert-associes.com